

POURQUOI LE 7 OCTOBRE ?

Au départ était la C.S.I.(Confédération syndicale internationale)..

Le 7 octobre 2008, les organisations CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent les salariés à participer massivement à la journée d'action syndicale mondiale pour le travail décent à l'initiative de la CSI.

Une mobilisation d'ampleur est nécessaire pour promouvoir dans le monde les libertés et la solidarité, avec la volonté de faire reculer la précarité et la pauvreté.

Dans un contexte de crise boursière internationale, la priorité pour les gouvernants, c'est de venir au secours des marchés financiers, pas de remettre en cause les mécanismes qui conduisent à cette crise, notamment l'accroissement d'une bulle spéculative qui s'est constituée sur le dos des salariés. Les colossales sommes brûlées, sont les nôtres.

Cette journée arrive donc à point pour dire tous ensemble que nous refusons de payer la note par la baisse accrue de notre pouvoir d'achat, par la destruction des services publics, par la démolition de toute protection sociale...

Des attaques dans tous les secteurs...

Dans notre pays, ce sera l'occasion pour les salariés dans toutes les professions et sur tout le territoire d'affirmer l'exigence :

- d'emplois de qualité pour toutes et tous,
- de salaires revalorisés,
- d'amélioration des conditions et de la durée du travail respectant la santé et la dignité des personnes,
- d'une protection sociale et de retraite garantie et de haut niveau,
- de services publics efficaces et contribuant à la cohésion sociale.

Le 7 octobre donnera lieu à des initiatives sur l'ensemble du pays (rassemblements, manifestations, actions ciblées...)

A Paris, la journée de mobilisation se terminera par un rassemblement unitaire, syndical, européen et international à 17h au Trocadéro.

Attaques généralisées contre les services publics...

L'inquiétude grandit chez les acteurs et les usagers des services publics : la Poste, les chemins de fer, les services de santé, l'école...Et cette liste n'est pas exhaustive !

Sous prétexte de "modernisation", c'est une régression généralisée qui est mise en place sur tout le territoire mais aussi dans la plupart des pays européens ! Et pour les personnels, des conditions de travail de plus en plus dégradées et précaires...



Faire entendre d'autres choix pour l'école

En nous joignant aux autres catégories sociales, aux autres travailleurs de la fonction publique, aux usagers des services publics, nous faisons le choix de crier haut et fort que nous refusons la mise en place d'une école de la concurrence, qui tournerait le dos à la réussite de tous où les inégalités seraient d'autant moins acceptables qu'elles reposeraient sur les individus, élèves ou parents, qui auraient eu une « chance » dont ils n'auraient pas « profité ». à cela s'ajoutent mesures provocatrices et propositions démagogiques.

Nous dénoncerons le mépris affiché du Ministre (envers des enseignants de maternelle par exemple qui seraient trop diplômés - donc trop payés !- pour changer les couches des petits et surveiller la sieste !

Nous dénoncerons les manoeuvres d'un gouvernement qui veut réduire les libertés syndicales et le droit de grève en instaurant un service minimum alors qu'il refuse toute discussion sérieuse sur des sujets cruciaux !

Appel unitaire aux actions .. en guise de premiers avertissements.

Le 7 octobre, premier "tous ensemble" mondial avec les autres secteurs du monde du travail,

19 octobre : manifestation appelée par les fédérations de l'enseignement, les étudiants et lycéens, les parents d'élèves, les associations du monde éducatif

Deux actions fortes qu'il nous faut réussir pour stopper des projets à des inégalités accrues, des statuts de plus en plus précaires et des conditions de travail dégradées.